

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 440

[S - C - 2001/29043]

21 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux communications en langue française du Gouvernement de la Communauté française, du Gouvernement de la Région wallonne, du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), et notamment l'article 7, § 5;

Vu l'avis du conseil d'administration de la RTBF du 18 janvier 1999 et du 29 juin 2000;

Vu la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, telle que modifiée par la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone;

Vu l'avis des Commissaires du Gouvernement donné le 1^{er} mars 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 31 mai 1999, en application de l'article 84, 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances du 22 février 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2000;

Sur proposition du Ministre de l'Audiovisuel;

Vu la délibération du Gouvernement du 16 mars 2000 et du 21 septembre 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté détermine les modalités des communications en langue française du Gouvernement de la Communauté française, du Gouvernement de la Région wallonne, du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, visées à l'article 7, § 5, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), et ci-après dénommées "les communications".

Art. 2. § 1^{er}. Les demandes de diffusion des communications sont adressées au Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions.

Les demandes doivent impérativement être munies de la demande d'avis de la Commission de contrôle des dépenses électorales qui aura été demandé préalablement, conformément à l'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, telle que modifiée par la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone.

§ 2. Les demandes de diffusion des communications et la demande d'avis de la Commission des dépenses électorales sont transmis à l'administrateur général de la RTBF, par demande écrite du Ministre de la Communauté ayant l'audiovisuel dans ses attributions, au moins cinq jours ouvrables avant la date prévue pour leur diffusion, sauf cas d'extrême urgence dûment motivée.

§ 3. Le Ministre de la Communauté ayant l'audiovisuel dans ses attributions fixe la date et l'heure de diffusion ainsi que les chaînes de radio et de télévision sur lesquelles la communication doit être diffusée, conformément à l'article 6 du présent arrêté.

§ 4. En cas de problème grave de programmation suscité par une demande de diffusion de communication, notamment en cas de demandes multiples pour un même jour, ou si l'on peut craindre que les auditeurs ou téléspectateurs ne soient attirés par d'autres programmes particulièrement intéressants, l'administrateur général de la RTBF prendra contact avec le Ministre de la Communauté ayant l'audiovisuel dans ses attributions pour proposer un autre jour ou une autre heure de diffusion.

Art. 3. § 1^{er}. Les communications sont enregistrées préalablement à leur diffusion. Néanmoins en cas d'extrême urgence dûment motivée, elles peuvent être émises en direct; dans ce cas, les délais fixés à l'article 2, § 2 et à l'article 3, § 3 et § 4, du présent arrêté ne sont pas applicables.

§ 2. Les frais de production des communications sont à charge du Gouvernement ou du Collège qui sollicite la diffusion de la communication.

§ 3. Si le membre du Gouvernement ou du Collège qui sollicite la diffusion d'une communication souhaite que la production de celle-ci soit effectuée par la RTBF, il informe cette dernière au moins dix jours ouvrables avant la date proposée pour la diffusion. La RTBF fournira, à l'endroit, aux jours, heures et prix convenus, les moyens techniques et le personnel nécessaires à la production de cette communication.

§ 4. Lorsque la production est effectuée par un tiers, celui-ci veillera à respecter les normes standard de production audiovisuelle en vigueur à la RTBF, et fera parvenir à la RTBF la cassette audio ou vidéo de la communication, au moins deux jours ouvrables avant la date de diffusion.

Art. 4. § 1^{er}. Les communications peuvent prendre toute forme de mode d'expression. Elles peuvent faire appel aux techniques de l'audiovisuel.

§ 2. Les communications doivent respecter les impératifs propres à la radio et à la télévision. Elles ne peuvent dépasser une durée de cinq minutes par communication.

§ 3. Les communications doivent pouvoir être identifiées comme telles.

Les communications sont précédées et suivies d'une annonce indiquant qu'elles émanent d'un Gouvernement ou d'un Collège déterminé.

En outre, en télévision, les communications comportent, en incrustation permanente, la mention "communication gouvernementale". En radio, le membre du Gouvernement ou du Collège qui sollicite une communication, doit intervenir en personne.

Art. 5. § 1^{er}. Les communications doivent avoir un caractère informatif; elles doivent traiter d'objet d'intérêt général ou de mesures que le Gouvernement ou le Collège visé à l'article 1^{er} ou l'un de ses membres, a pris ou compte prendre.

§ 2. Les communications ne peuvent faire apparaître ou intervenir des membres du personnel, ni des personnes dont la notoriété médiatique repose sur leur collaboration, soit par le son, soit par l'image, à des programmes d'information de toute chaîne de radio ou de télévision de la Communauté française, de sorte que leur présence puisse induire en erreur les auditeurs ou les téléspectateurs.

§ 3. Les communications n'engagent pas la responsabilité de la RTBF.

§ 4. Les communications n'ouvrent aucun droit à réplique ou rectification.

Art. 6. § 1^{er}. Les communications sont diffusées par la RTBF, sans frais, à concurrence d'un maximum de trois heures par mois civil. Il n'y a pas de report des heures non consommées d'un mois à l'autre, ni d'une année à l'autre.

§ 2. En radio, les communications sont diffusées, sur la première chaîne, immédiatement après l'un des journaux parlés du matin. En télévision, elles sont diffusées, sur la première chaîne, après le journal télévisé et la météo du début de soirée.

§ 3. En cas de circonstances graves et exceptionnelles, et sur décision motivée du Gouvernement de la Communauté, une communication peut être émise soit au moment où débutent les journaux visés au paragraphe précédent, soit à l'heure fixée par le Ministre de la Communauté ayant l'audiovisuel dans ses attributions.

Une même communication ne peut être émise qu'une seule fois sur un même média. Le présent arrêté ne permet pas la diffusion d'une campagne de messages d'intérêt général déclinant différents spots sur une même thématique.

Art. 7. Si possible, la RTBF annonce les communications lors des présentations quotidiennes de ses programmes à l'antenne et dans la presse.

Art. 8. § 1^{er}. Aucune communication n'est émise dans les deux mois qui précèdent la date des élections communales, provinciales, régionales, fédérales ou européennes, ou le cas échéant, dès la dissolution anticipée des assemblées parlementaires.

§ 2. Toutefois, en cas d'extrême urgence, le Ministre de la Communauté ayant l'audiovisuel dans ses attributions, sur décision motivée du Gouvernement, peut autoriser la diffusion de communications durant la période visée au paragraphe précédent, pour autant que ni le nom, ni l'image du ou des ministres et secrétaires d'Etat qui les sollicitent, ni le nom ou l'image de membres d'un parlement, n'apparaissent à l'antenne ou à l'écran, et à la condition que ces communications aient un caractère strictement informatif et objectif.

§ 3. Les communications programmées en raison de la fête de la Communauté française sont en toute hypothèse maintenues.

Art. 9. Chaque année, une concertation sera organisée entre le Ministre de la Communauté ayant l'Audiovisuel dans ses attributions et la RTBF, afin d'évaluer les éventuelles difficultés d'application du présent arrêté.

Art. 10. En cas de circonstances graves et exceptionnelles, il peut être dérogé, par décision motivée du Gouvernement de la Communauté, aux dispositions du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 septembre 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Audiovisuel,

Mme C. DE PERMENTIER

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 440

[C — 2001/29043]

21 SEPTEMBER 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de Franstalige mededelingen van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Waalse Gewest, de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)", inzonderheid op artikel 7, § 5;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de RTBF van 18 januari 1999 en 29 juni 2000;

Gelet op de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, zoals gewijzigd bij de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Regeringscommissarissen, gegeven op 1 maart 2000;

Gelet op het advies van de raad van State, gegeven op 31 mei 1999, met toepassing van artikel 84, 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 februari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 maart 2000;

Op de voordracht van de Minister van de Audiovisuele Sector;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 16 maart 2000 en 21 september 2000,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit bepaalt de nadere regels voor de Franstalige mededelingen van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Waalse Gewest, de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, bedoeld in artikel 7, § 5, van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)", hierna "de mededeling" genoemd.

Art. 2. § 1. De aanvragen om uitzending van de mededelingen worden gericht aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort.

De aanvragen moeten samen worden ingediend met de aanvraag om advies van de Commissie voor de controle van de verkiezingsuitgaven, dat vooraf moet zijn aangevraagd, overeenkomstig artikel 4bis van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, zoals gewijzigd bij de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

§ 2. De aanvragen om uitzending van de mededelingen en de aanvraag om advies van de Commissie voor de controle van de verkiezingsuitgaven worden aan de administrateur-generaal van de RTBF overgezonden, door middel van een schriftelijke aanvraag van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, ten minste vijf werkdagen voor de datum bepaald voor de uitzending ervan, behalve bij behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid.

§ 3. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, bepaalt de datum en het uur voor de uitzending alsook de radio- en televisie-omroepinstellingen die de mededeling moeten uitzenden, overeenkomstig artikel 6 van dit besluit.

§ 4. Wanneer een aanvraag om uitzending van een mededeling een zwaar programmeringsprobleem veroorzaakt, inzonderheid ingeval er verschillende aanvragen zijn voor éénzelfde dag, of indien gevreesd kan worden dat de luisteraars of kijkers door andere bijzonder interessante programma's worden aangetrokken, zal de administrateur-generaal van de RTBF contact hebben met de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, om een andere dag of een ander uur voor de uitzending te bepalen.

Art. 3. § 1. De mededelingen worden opgenomen voordat ze worden uitgezonden. Bij behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kunnen zij echter rechtstreeks worden uitgezonden; in dat geval zijn de termijnen bepaald in artikel 2, § 2, en in artikel 3, § 3 en § 4, van dit besluit niet van toepassing.

§ 2. De productiekosten voor een mededeling zijn ten laste van de Regering die of het College dat de uitzending van die mededeling aanvraagt.

§ 3. Indien het lid van de Regering of het College dat de uitzending van een mededeling aanvraagt, wenst dat de productie ervan door de RTBF wordt verricht, brengt het er de RTBF van op de hoogte ten minste tien werkdagen vóór de datum die voor de uitzending voorgesteld is. De RTBF levert op de afgesproken plaats, dagen, uren en prijzen de technische middelen en het personeel die noodzakelijk zijn voor die mededeling.

§ 4. Wanneer de productie door een derde wordt verricht, dan moet deze de standaardnorm voor de audiovisuele productie naleven die op de RTBF van toepassing is, en moet hij de audio- of videocassette van de mededeling ten minste twee werkdagen vóór de datum van de uitzending aan de RTBF laten toekomen.

Art. 4. § 1. De mededelingen kunnen alle expressievormen aannemen. Zij kunnen met alle technieken van de audiovisuele sector worden verwezenlijkt.

§ 2. De mededelingen moeten beantwoorden aan de eisen die eigen zijn aan de radio en de televisie. Elke mededeling mag niet langer zijn dan vijf minuten.

§ 3. De mededelingen moeten als zodanig kunnen worden geïdentificeerd.

De mededelingen worden voorafgegaan en gevolgd door de aankondiging dat zij door een bepaalde Regering of een bepaald College worden voorgesteld.

Op de televisie verschijnt bovendien op de achtergrond van de mededelingen de permanente vermelding "mededeling van de Regering". Op de radio moet het lid van de Regering of van het College dat een mededeling aanvraagt, persoonlijk optreden.

Art. 5. § 1. De mededelingen moeten een informatief karakter hebben; de inhoud ervan moet van algemeen belang zijn of ze moeten betrekking hebben op maatregelen die de Regering of het College bedoeld in artikel 1 of één van zijn leden heeft getroffen of van plan is te treffen.

§ 2. De mededelingen mogen geen personeelslid laten verschijnen of optreden, noch personen wier bekendheid in de media steunt op hun medewerking, ofwel door middel van het geluid ofwel door middel van het beeld, aan informatie-programma's van elke radio- of televisie-omroep van de Franse Gemeenschap, zodat hun aanwezigheid de luisteraars of kijkers in de war zou kunnen brengen.

§ 3. De RTBF is niet aansprakelijk voor de mededelingen.

§ 4. De mededelingen openen geen recht op repliek of rechtzetting.

Art. 6. § 1. De mededelingen worden door de RTBF, kosteloos, voor een maximum van 3 uur per kalendermaand, uitgezonden. Er is geen overdracht van de niet gebruikte uren van de ene maand op de andere, noch van het ene jaar op het andere.

§ 2. Op de radio, worden de mededelingen op het eerste programma, onmiddellijk na één van de radiojournalen van de morgen, uitgezonden. Op de televisie, worden zij op het eerste programma, na het televisiejournaal en het weerbericht van het begin van de avond, uitgezonden.

§ 3. Bij ernstige en buitengewone omstandigheden, en bij een met redenen omklede beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap, mag een mededeling ofwel bij het begin van de in de vorige paragraaf bedoelde journalen ofwel om het uur vastgesteld door de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, worden uitgezonden.

§ 4. Een zelfde mededeling mag alleen één keer via hetzelfde media worden uitgezonden. Dit besluit laat de uitzending niet toe van een campagne met boodschappen van algemeen nut, bestaande uit verschillende spots over een zelfde thematiek.

Art. 7. Voor zover mogelijk, kondigt de RTBF de mededelingen aan naar aanleiding van het dagelijks voorstellen van haar programma's in haar uitzendingen en in de pers.

Art. 8. § 1. Er mag geen mededeling worden uitgezonden binnen de twee maanden die voorafgaan aan de datum van de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen en de verkiezingen voor de parlementen van de Gewesten, de federale overheid en de Europese Unie, of, in voorkomend geval, zodra de parlementsvergaderingen voortijdig worden ontbonden.

§ 2. Bij hoogdringende noodzakelijkheid, kan de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort echter, bij een met redenen omklede beslissing van de Regering, de uitzending van mededelingen gedurende de in de vorige paragraaf bedoelde periode toelaten, voor zover noch de naam noch het beeld van de minister(s) of staatssecretaris(sen) die deze aanvragen, noch de naam of het beeld van een parlements lid gedurende de uitzending vermeld zijn, en voor zover die mededelingen een zuiver informatief en objectief karakter hebben.

§ 3. De mededelingen die naar aanleiding van het feest van de Franse Gemeenschap worden geprogrammeerd, worden in ieder geval behouden.

Art. 9. Elk jaar zal een overleg tussen de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort en de RTBF worden georganiseerd, om de problemen te evalueren die zich zouden voordoen bij de toepassing van dit besluit.

Art. 10. Bij ernstige en buitengewone omstandigheden kan, bij een met redenen omklede beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de bepalingen van dit besluit worden afgeweken.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 september 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van de Audiovisuele Sector,

Mevr. C. DE PERMENTIER



F. 2001 — 441

[C — 2001/29019]

12 OCTOBRE 2000. — Arrêté du gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2000 octroyant une subvention pour l'année scolaire 2000-2001 au réseau de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel, en application de l'article 8 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives

Le Gouvernement de la Communauté française :

Vu les articles 55 et suivants des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment l'article 8, modifié par le décret du 23 décembre 1999;

Vu le décret du 23 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2000;

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 octobre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 octobre 2000;